بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

20/11/2026

La direction des médias de Quneitra a recensé, en octobre, 125 incursions des forces de l'entité sioniste et 55 points de contrôle

Dans une dépêche envoyée de Deraa, l'agence de presse syrienne SANA rapporte qu'une unité de 23 véhicules militaires des forces de l'entité sioniste est entrée dans le village de Maaraba le soir du 16 novembre 2026, et s'est déployée dans plusieurs de ses quartiers. L'unité a aussi fait irruption dans des maisons pour les fouiller, frappé un habitant et saccagé sa voiture. Selon la même dépêche, les forces de l'entité sioniste ont tiré deux obus d'artillerie sur les terres agricoles situées entre les villages de Kuwaya et de Maaraba. Des hélicoptères de ces forces ont aussi ouvert le feu sur les plaines qui entourent le village de Kuwaya, dans les campagnes de l'ouest de Deraa.

Selon le site d'Al Jazeera, les forces de l'entité sioniste ont visé à la mitrailleuse lourde, le matin du 15 novembre 2026, les abords de la vallée du Raqqad et les terres agricoles voisines, dans les campagnes de l'ouest de Deraa. Le site indique aussi qu'une unité de l'armée sioniste est entrée le 14 novembre 2026 dans le village de Mushayrifa, dans les campagnes du centre de Quneitra. Ces forces ont également bombardé des terres à l'est du village d'Al-Asbah, dans les campagnes du sud de Quneitra.

Le 12 novembre 2026, les forces de l'entité sioniste ont bombardé la zone boisée du village de Burayqa, dans la province de Quneitra. Elles ont aussi enlevé deux jeunes de la localité de Jubata al-Khashab, dans les campagnes du nord de la province.

Selon SANA, la direction des médias de Quneitra a recensé, au cours du mois d'octobre, 125 incursions des forces de l'entité sioniste dans la province, et l'installation de points de contrôle lors de 55 incidents distincts.

Le sud de la Syrie est ainsi le théâtre de raids et d'incursions presque quotidiens des forces de l'entité sioniste. Ces violations comprennent l'installation de points de contrôle militaires, la fouille de maisons, l'arrestation de civils et la terreur imposée à la population. L'entité sioniste a étendu sa présence militaire dans la zone tampon située à la limite du Golan, qu'elle occupe depuis 1967. Elle a aussi avancé vers d'autres zones du sud de la Syrie, jusqu'aux abords de Damas, la capitale.

La cause en est l'humiliation et la soumission sans limite du gouvernement syrien dirigé par Ahmad al-Shara. Dès son arrivée au pouvoir, Ahmad al-Shara a annoncé sa capitulation devant l'entité sioniste en déclarant : « Nous sommes épuisés. » Il s'est dit prêt à signer un accord de paix avec l'entité sioniste et a engagé des négociations avec elle sous la supervision de

l'Amérique. Il s'est lié à l'Amérique et lui a fait confiance. Or c'est l'Amérique elle-même qui soutient l'entité sioniste.

Ahmad al-Shara s'est imaginé que l'Amérique lui rendrait les territoires occupés sans contrepartie et par la paix, et qu'elle apporterait à la Syrie l'abondance et toutes sortes de bienfaits. Il a cru que la Syrie deviendrait ainsi un pays prospère et sûr, que les richesses afflueraient de toutes parts, et qu'il ne serait plus nécessaire de combattre ni de résister aux ennemis.

Ahmad al-Shara s'est éloigné de l'application de l'islam. Les dirigeants turcs, Erdoğan en tête, l'ont encouragé à suivre la même voie qu'eux. Cette voie repose sur l'allégeance à l'Amérique, l'application du système laïque, le renoncement à combattre l'entité sioniste pour se soumettre à elle, et la priorité donnée à l'économie.

Sur instruction de l'Amérique, la Turquie et le Qatar signent un accord de défense commune

Le soir du 14 novembre 2026, la Turquie et le Qatar ont signé un accord de défense commune au palais de Dolmabahçe, à Istanbul, en présence du président turc Erdoğan et de l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani. Les deux pays ont aussi signé plusieurs accords et protocoles d'accord de coopération dans les domaines de la protection des consommateurs et du contrôle des marchés. Ils ont en outre conclu un accord de coopération dans le domaine de l'éducation, ainsi qu'un protocole d'accord entre leurs ministères des Affaires étrangères sur la coopération en matière de paix, de réconciliation et de règlement des différends.

Le 17 novembre 2026, le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères, Majed al-Ansari, a déclaré : « L'accord de défense commune entre le Qatar et la Turquie vise à renforcer le système de défense et à préserver la sécurité face aux menaces régionales. »

Trois semaines plus tôt, le 21 octobre 2026, le Qatar avait signé à Doha, sa capitale, un accord appelé « Accord de Badr » avec la Turquie, le Pakistan et l'Indonésie. Cet accord porte sur la coopération entre les quatre pays dans les domaines de l'industrie de défense, de la production militaire, du développement des capacités militaires et du partage d'expérience.

Plus de trois mois auparavant, le 7 août 2026, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan avaient signé un accord de défense commune appelé « Accord de La Mecque ».

Le 18 août 2026, le site saoudien Al Arabiya a rapporté : « Le président américain Donald Trump a salué la signature de l'Accord de La Mecque, l'accord de défense commune entre l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan. Il a qualifié cette étape de grande, courageuse et extrêmement importante. Il a aussi salué la volonté des pays du Moyen-Orient de renforcer leur coordination sécuritaire et leurs capacités de défense commune. »

L'ambassadeur des États-Unis en Turquie et envoyé spécial pour la Syrie, l'Irak et le Liban, Tom Barrack, a exposé la politique américaine de formation d'alliances dans la région, révélant ainsi la politique coloniale de l'Amérique. Le 20 octobre 2026, lors d'une séance du Forum mondial de la sécurité 2026, tenu à Doha, capitale du Qatar, et consacré à l'avenir des alliances, il a déclaré : « **Washington se repositionne dans la région. Cela ne signifie pas forcément qu'elle renonce à son rôle. Après avoir assumé pendant environ huit ans le rôle de garant de la sécurité mondiale, l'Amérique s'oriente désormais vers la formation d'alliances différentes et la réévaluation de ses responsabilités.** »

Cela confirme une fois de plus que toutes ces alliances ont été formées sur instruction de l'Amérique. On constate aussi que la Turquie est l'élément commun à toutes ces alliances. On sait que la Turquie gravite dans l'orbite de l'Amérique et accomplit des missions pour son compte dans la région. Trump a d'ailleurs salué à plusieurs reprises le président turc Erdoğan, affirmant qu'il avait accompli pour l'Amérique ce que personne d'autre n'avait réussi.

Il est donc établi que toutes ces alliances ont été créées avec l'accord de l'Amérique ou sur son instruction, pour atteindre certains de ses objectifs, en particulier contre l'Iran. Elles n'ont pas été formées contre l'entité sioniste, vil instrument de l'Amérique dans la région. La preuve la plus claire en est que l'entité sioniste ne les a pas condamnées et qu'elle poursuit ses attaques à Gaza, en Cisjordanie, en Syrie et au Liban. Si ces alliances avaient été formées contre elle, l'entité sioniste aurait cessé ses attaques, se serait méfiée de ces alliances et aurait été obligée d'en tenir compte.

Les forces gouvernementales yéménites se retirent d'une zone stratégique pour y renforcer la domination des Houthis

Une source militaire de la quatrième région militaire, dont le siège est à Aden, a déclaré au site Al-Araby Al-Jadeed : « Les forces armées du Sud se sont déployées aux limites des provinces de Lahij et de Taïz pour sécuriser Aden. Cela passe par la sécurisation de Lahij. L'objectif est de soutenir les forces de l'armée et les unités de la résistance à Taïz, afin de lever le siège de la province et d'empêcher les Houthis de s'approcher d'Aden et des provinces du Sud. »

En revanche, le 15 novembre 2026, l'agence yéménite SABA, liée aux Houthis, a cité une source militaire : « Les concentrations militaires de l'ennemi saoudien ont été repoussées des environs de Dhubab et de Bab el-Mandeb, après que la pression sur elles a été accrue. Ces forces ont perdu leurs positions et leurs lignes arrière, et ont dû fuir vers Aden, sous prétexte de la protéger. »

Les forces gouvernementales yéménites se sont donc, de fait, retirées de la zone stratégique, de façon à consolider la domination des Houthis sur la région. Les forces gouvernementales affirment, de leur côté, s'être repliées vers le sud pour poursuivre leurs opérations militaires, afin

de sécuriser les provinces de Lahij et d'Aden et de lever le siège de Taïz, autour de laquelle les combats s'intensifient.

Mais ce qui se passe suscite de sérieux doutes. Comment ces retraits, justifiés par la sécurisation des provinces de Lahij et d'Aden et par la levée du siège de Taïz, peuvent-ils renforcer encore la domination des Houthis sur la zone stratégique ?!

Jusqu'à présent, l'Arabie saoudite n'a fait aucune tentative sérieuse pour vaincre les Houthis. Pourtant, elle a les moyens, avec les forces gouvernementales yéménites et les milices qui lui sont liées, comme le Bouclier national, de lancer une offensive d'envergure sur Sanaa et de renverser le pouvoir des Houthis.

Il apparaît que l'Amérique veut maintenant que les Houthis s'imposent dans cette zone stratégique, tout comme elle leur avait permis de s'emparer de la capitale Sanaa en 2014. De même, en 2018, elle avait empêché les Émirats arabes unis et les forces du Sud qui leur sont liées de prendre Hodeïda et d'avancer vers Sanaa.

L'Amérique orchestre ce jeu pour éliminer complètement la présence britannique au Yémen. Elle cherchera ensuite à remodeler le Yémen selon ses souhaits, et garantira ainsi la consolidation de sa domination politique sur le pays. Ce sont les habitants du pays eux-mêmes qui continuent de servir de combustible à cette lutte coloniale.

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur